



Pays enclavé, le Burkina Faso connaît un climat soudano-sahélien (de 300 mm au nord à 1200 mm au sud) caractérisé par de fortes variations annuelles de la pluviométrie. La population, estimée à 11,5 millions d'habitants en 2000, réside à plus de 80 % en zone rurale avec de fortes disparités de densité (100 hab/km<sup>2</sup> au plateau central contre 32 hab/km<sup>2</sup> en moyenne en milieu rural). L'accroissement démographique (la population totale a plus que triplé en un demi siècle) du fait d'une pratique agricole itinérante et de l'utilisation du bois comme source d'énergie induit une forte dégradation de l'environnement. Cette pression démographique combinée à la faible fertilité naturelle des sols et à la régression du régime de précipitations depuis 1970 a abouti à une diminution des ressources en eau, en terres cultivables et en couvert végétal. Ce processus entraîne aussi un fort courant de migrations internes vers les zones moins peuplées ou les centres urbains et de migrations externes, en particulier, vers la Côte d'Ivoire.

#### PRÉDOMINANCE DE L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE

L'économie burkinabé repose essentiellement sur les secteurs de l'agriculture et de l'élevage qui, malgré leur faible productivité, fournissent environ 40 % du PIB et 80 % des recettes à l'exportation. Au cours des dernières années, le Burkina Faso a enregistré un taux de croissance de l'ordre de 5 % en moyenne par an. Les programmes d'ajustement de l'économie ont permis de rétablir la croissance et de réduire les déséquilibres financiers intérieurs et extérieurs. Cependant, l'économie reste marquée par une faible diversification des biens échangeables et les performances demeurent dépendantes des aléas climatiques et de la fluctuation des prix de quelques produits (céréales, coton, bétail).

Malgré les récents progrès macro-économiques, la pauvreté touche, en 1998, près d'un habitant sur deux au Burkina Faso et est marquée par de fortes inégalités dans la répartition des revenus (les 20 % les plus riches concentrent plus de la moitié du revenu national). Elle constitue un phénomène particulièrement marqué en milieu rural (incidence de pauvreté absolue de 51 % en milieu rural contre 16,5 % en milieu urbain). Les ménages agricoles constituent 90 % de l'ensemble des pauvres, avec près du tiers d'entre eux vivant dans des conditions d'extrême pauvreté. Les agriculteurs dépendant des cultures de subsistance sont les plus affectés et tirent la moitié de leurs revenus d'activités non agricoles.

Cette pauvreté monétaire est accentuée par un déficit en services de base si bien que l'espérance de vie n'atteint que 47

ans (IDH, 2002), le taux de mortalité infantile s'établit à 94 ‰ (EDS, 1993) et le taux de scolarisation combiné ne s'élève qu'à 23 % (IDH, 2002). Le Burkina est par conséquent classé au 169<sup>e</sup> rang sur 173 pays selon l'indicateur de développement humain publié en 2002. L'état nutritionnel de la population s'en ressent avec une couverture des besoins énergétiques estimée à 2245 calories et un taux de malnutrition chronique de 29 % (INSD, 1996). Des régimes alimentaires déséquilibrés accentuent l'état de malnutrition par des carences en protéines, en vitamines et en micro-nutriments. L'expansion rapide du VIH/SIDA (taux de séroprévalence de l'ordre de 7,2 %) complique encore les conditions d'existence.

#### DES CRISES LIÉES AUX ALÉAS CLIMATIQUES ET À LA PAUVRETÉ

L'insécurité alimentaire revêt deux dimensions. L'insécurité alimentaire chronique résulte de l'insuffisance des revenus monétaires générés par les activités du secteur primaire et de l'absence en milieu rural d'opportunités dans les autres secteurs de l'économie. Consécutives à des aléas agro-climatiques, à des conflits ou troubles sociaux qui émaillent la sous-région ou encore aux fluctuations des cours des matières premières, l'insécurité alimentaire conjoncturelle touche périodiquement les populations vulnérables : principalement les ménages ruraux vivant dans les zones où la production agricole est incertaine et où les sources alternatives de revenus sont limitées, mais aussi certains groupes sociaux urbains.

Depuis 1991, le Burkina Faso s'est engagé dans de profondes réformes visant à moderniser et diversifier la production agricole et sa commercialisation. Le cadre institutionnel de pilotage de la politique céréalière et de la sécurité alimentaire a été renouvelé par la création d'un dispositif de concertation entre le Gouvernement, les opérateurs économiques, les ONG et les bailleurs de fonds et la mise en place de structures d'information, de coordination des actions et de gestion d'un stock de sécurité. La fréquente résurgence d'années alimentaires difficiles a limité l'efficacité de ce dispositif à la prévention et gestion des crises conjoncturelles.

Le Gouvernement s'est doté courant 2000 d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté visant à centrer la stratégie de développement économique sur un meilleur impact des politiques publiques et sur la nécessité d'accroître le pouvoir d'achat des populations les plus défavorisées et de leur offrir un meilleur cadre d'épanouissement social.



Quatre principes généraux d'action guident la stratégie : la responsabilité publique de l'atteinte de la sécurité alimentaire, la concertation permanente multi-acteurs et inter-institutionnelles, le rôle central des populations dans le choix des investissements dont ils sont bénéficiaires et la coordination des actions, des aides de l'État et des partenaires au développement.

La stratégie repose sur cinq objectifs spécifiques.

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°1

##### AUGMENTER DURABLEMENT LE NIVEAU DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE NATIONALE ET SA VALEUR AJOUTÉE

L'accroissement de plus de 5 % par an de l'offre alimentaire sera basé sur une intensification et une diversification des productions agro-sylvo-pastorales. La préservation de la fertilité des sols et la maîtrise de l'eau dont l'extension de la petite irrigation, l'accès aux facteurs de production (sécurisation foncière, intrants, équipements, formation et appui-conseil) et au crédit, ainsi que le développement des filières porteuses constitueront les axes prioritaires en faveur des producteurs. Cet objectif sera poursuivi en s'assurant d'une gestion rationnelle des ressources naturelles, en favorisant la professionnalisation des organisations des opérateurs impliqués et en stimulant l'amélioration de la qualité des produits agricoles commercialisés.

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°2

##### RENFORCER LES CAPACITÉS DU MARCHÉ AFIN DE FACILITER L'ACCÈS AUX PRODUITS ALIMENTAIRES

Afin d'améliorer la disponibilité alimentaire sur les marchés et de réduire l'instabilité des prix à la consommation, les mesures préconisées viseront à favoriser les investissements, la formation et l'information des opérateurs privés et des organisations de producteurs en matière de commercialisation, de transformation et de conservation. Les échanges seront également accrus grâce à la densification du réseau de communications et à une meilleure intégration du marché national dans l'espace sous-régional. Enfin, les acteurs des filières agro-alimentaires devront être davantage informés et concertés sur les implications des politiques agricoles et commerciales en cours de définition (accord UE/ACP et OMC).

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°3

##### AMÉLIORER DURABLEMENT LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ET NUTRITIONNELLES DES POPULATIONS PAUVRES ET DES GROUPES VULNÉRABLES

Réduire la vulnérabilité des populations pauvres passe par le développement de revenus complémentaires moins sensibles aux aléas des productions agricoles. Cet objectif repose sur la promotion d'activités génératrices de revenus et l'extension de l'accès au crédit dans le monde rural. La diminution de la malnutrition nécessite aussi d'assurer l'accès aux soins de santé maternelle et infantile, de renforcer la couverture en eau potable et

d'accroître l'éducation nutritionnelle de la population, particulièrement des femmes et des jeunes filles. Une meilleure alimentation sera promue par une consommation d'aliments riches en vitamines et micro-nutriments et par un renforcement de la sécurité sanitaire des aliments.

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°4

##### RENFORCER LE DISPOSITIF DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CRISES CONJONCTURELLES EN COHÉRENCE AVEC LA CONSTRUCTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE STRUCTURELLE

Un système d'information durable et plus performant et une gestion des crises conjoncturelles plus adaptée et davantage concertée constituent les deux résultats recherchés pour atteindre cet objectif. Le système d'information sera renforcé par l'opérationnalisation des structures au niveau national, le développement d'analyses locales sur la sécurité alimentaire et l'accroissement des échanges de données avec les institutions régionales. La gestion des crises sera mieux maîtrisée grâce à la diversification des moyens de réponse (mise en place de mécanismes décentralisés) et la constitution de stocks nationaux de sécurité adéquats.

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°5

##### RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS ET PROMOUVOIR UNE BONNE GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'objectif d'une bonne gouvernance sera poursuivi à travers la responsabilisation (transfert de compétences et capacité à générer des ressources financières) des collectivités locales et des acteurs à la base sur les enjeux de sécurité alimentaire. Les organisations socio-professionnelles devront bénéficier d'un renforcement de leurs capacités institutionnelles, notamment par des échanges d'expériences et d'informations. Une meilleure prise en compte des contraintes démographiques sur le développement durable sera réalisée en favorisant la mise en œuvre des stratégies spécifiques.

